

25 juin 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Propos à la presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, Abdou Diouf, Président de la République du Sénégal et Henri Konan Bédié, Président de la République de Côte d'Ivoire, sur l'éventuelle mise en place d'une force d'intervention interafricaine au Congo, Paris le 25 juin 1997.

QUESTION.- A votre avis, est-ce que vous avez parlé des conflits régionaux en Afrique et plus précisément au Congo et en Centrafrique ?

M. Abdou DIOUF.- Oui bien entendu, avec Monsieur le Président de la République française, mon ami Jacques Chirac, nous avons parlé de toutes ces questions ainsi qu'avec le Président Henri-Konan Bédié.

QUESTION.- Que pensez-vous concrètement de ce qu'on pourrait faire aujourd'hui au Congo pour calmer les esprits ?

M. Abdou DIOUF.- Je pense qu'il faut une force d'interposition africaine et le Sénégal est prêt à y participer.

QUESTION.- La France est-elle prête également à donner un coup de main aux Congolais pour s'en sortir ?

M. Abdou DIOUF.- La France a toujours montré qu'elle était prête à aider tous les pays africains à s'en sortir, que ce soit pour les problèmes économiques, de sécurité ou autre, mais, pour l'heure, je pense que la force d'interposition dont je parle est une force d'interposition africaine.

QUESTION.- Tous les chefs d'Etat africains sont-ils pour ?

M. Abdou DIOUF.- Je ne peux pas vous le dire. Je parle pour moi-même. Je n'ai pas vu tous les autres chefs d'Etat africains mais je sais que le Sénégal est prêt à le faire et j'avais aussi parlé avec le Président Eyadéma du Togo, en présence de M. Sahnoun, et nous étions prêts à le faire.

QUESTION.- Avez-vous bon espoir que cette force se mette sur pied ?

M. Abdou DIOUF.- Je le crois. Je crois que le secrétaire général des Nations unies est pour et va faire tout ce qu'il faut pour que le Conseil de Sécurité prenne une décision dans ce sens.

QUESTION.- Monsieur le Président, un mot s'il vous plaît. La France, aujourd'hui, est-elle déjà prête à mettre les moyens qu'il faut à la disposition des chefs d'Etat africains pour mettre sur pied cette force ?

LE PRESIDENT.- La France est bien entendu favorable à toute coopération avec les Etats africains et avec les chefs d'Etats africains pour ce qui concerne l'organisation de la sécurité. Elle est toute prête à coopérer comme ils le souhaiteront et comme ils le demanderont.

QUESTION.- On suppose que vous êtes partie prenante à la force d'interposition africaine au Congo ?

M. Henri KONAN BEDIÉ.- Nous étions réunis il y a 48 heures à Lomé. Nous avons pris ensemble une résolution dans le cadre de l'Union économique et monétaire Ouest-Africain et nous nous sommes prononcés pour la participation éventuelle d'une force d'interposition au Congo et d'une façon générale nous envisageons d'étudier les meilleurs moyens d'aboutir à des structures qui

nous permettent de réagir ponctuellement aux différentes éventualités qui peuvent se présenter.

QUESTION.- A quand la mise en place de cette force d'interposition au Congo ?

M. Henri KONAN BEDIE.- Ecoutez les discussions sont menées actuellement à divers niveaux : au niveau des chefs d'Etat, au niveau de l'ONU, au niveau de l'OUA, il faut attendre.

QUESTION.- Vous en avez parlé avec le Président Chirac, naturellement ?

M. Henri KONAN BEDIE.- Naturellement.

QUESTION.- Quelle a été sa réponse ?

M. Henri KONAN BEDIE.- La France a déjà mené une action sur le plan humanitaire remarquable et louable. Par conséquent, je parle sous le contrôle du Président Jacques Chirac, je pense que si les Etats africains eux-mêmes décident de prolonger cette action, je pense que c'est tout à fait dans la continuité de ce que la France a déjà entrepris.

QUESTION.- Mais en ce qui concerne la Sierra Leone quelle est votre position aujourd'hui ?

M. Henri KONAN BEDIE.- Nous avons bien sûr condamné le coup de force. Coup de force qui met fin à l'exercice d'un mandat par un gouvernement élu, certes dans des conditions difficiles, mais qui a été reconnu internationalement. Mais dans l'état actuel des choses il serait difficile d'envisager toute solution de force en Sierra Leone c'est le constat que nous faisons par conséquent encore une fois, la Côte d'Ivoire déploie sa diplomatie dans le sens du dialogue et de la négociation pour que ce que tous souhaitent, c'est-à-dire le retour de la légalité constitutionnelle, se réalise par la négociation, par la recherche du compromis.

QUESTION.- Monsieur le Président, le Congo pour vous c'est quand même un symbole, aujourd'hui quel est votre sentiment par rapport à tout ce qui se passe là-bas ?

LE PRESIDENT.- C'est un sentiment de tristesse bien entendu. Nous avons fait ce qui était nécessaire pour sauvegarder la vie des victimes de ces événements et nous souhaitons effectivement, comme vient de le dire le Président Konan Bedié, que dans toutes les situations de crises une force inter-africaine sous le contrôle de l'OUA et des pays concernés puisse prendre les initiatives nécessaires et la France, sans aucun doute, s'associerait non pas à la force elle-même mais au soutien et à l'aide technique de cette force.

M. Henri KONAN BEDIE.- Vous me permettez, avant de vous quitter, de dire combien je remercie le Président Jacques Chirac de m'avoir reçu avec le Président Abdou Diouf et tout au long des conversations que nous avons eues, nous n'avons eu lieu que de nous féliciter de ce qu'il nous a réaffirmé son attachement à l'Afrique, à la coopération entre la France et les pays africains d'abord et ensuite avec tous les pays du tiers-monde. Nous sommes reconnaissants à la France de tout le rôle qu'elle joue dans les institutions internationales en faveur de nos pays, en faveur des pays du tiers-monde et en retour bien entendu combien en retour nous sommes attachés à cette coopération, à la France et à la personne du Président Jacques Chirac.